

Christian Laval

Penser le néolibéralisme

Revue internationale des lettres et des idées n°2

Novembre-décembre 2007

à propos de

François Denord

Néo-libéralisme version française.

Histoire d'une idéologie politique,

Paris, Démopolis, 2007, 416 p.

et Wendy Brown

Les Habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme,

préface de Laurent Jeanpierre

Paris, Les Prairies ordinaires, 2007, 144 p.

Fruit du travail obstiné et sans répit d'universitaires, d'industriels ou d'hommes politiques organisés en lobbies depuis les années 1930, l'idéologie du néolibéralisme s'est peu à peu imposée au point de constituer une nouvelle rationalité politique et morale. Alors que François Denord dévoile la manière dont s'est formée la version française du néolibéralisme, Wendy Brown, en s'appuyant notamment sur les réflexions menées par Michel Foucault sur la gouvernementalité, montre qu'en étendant à toutes les sphères de la vie la figure de l'entrepreneur, le néolibéralisme met en péril la démocratie elle-même.

Rien n'est plus urgent que de comprendre les ressorts de l'hégémonie acquise par les idées et les politiques inspirées du néolibéralisme dans les pays occidentaux. On sait que ceux qui refusent

encore de faire de « l'économie de marché », *alias* le capitalisme, l'horizon définitif de l'humanité, commettent, comme aurait dit Friedrich Hayek, « *l'erreur de la raison* » la plus dangereuse qui soit. Si on ne les met pas au bûcher, on les exile hors du « *cercle de la raison* » pour qu'ils ne puissent pas nuire à « *l'ordre juste* » du monde libre. Comme, à l'évidence, ces déraisonnables sont incapables de peser politiquement et semblent se complaire trop souvent dans un « antilibéralisme » incantatoire – ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec leur impuissance politique relative –, « tout va bien », du moins pour l'instant. L'on ne peut donc s'empêcher de penser qu'il y a bien ici une nécessité à satisfaire si l'on souhaite dévier le cours des choses : il faut de nouvelles armes théoriques pour lutter contre le poids des évidences et la force des pouvoirs qui les incarnent. Le paradoxe de la situation tient à ce que les analyses qui ont profondément renouvelé l'approche du phénomène néolibéral ont été, pour partie, produites il y a maintenant près d'une trentaine d'années par Michel Foucault, sans que les mouvements sociaux et les intellectuels qui leur sont liés n'en aient encore tiré tous les enseignements. Les choses sont peut-être en train de changer.

On disposait déjà d'un certain nombre d'ouvrages relatant la manière dont les néolibéraux ont, après la seconde guerre mondiale, diffusé leurs idées dans les médias et au sein de l'Université, influencé les responsables des partis de droite, intimidé les forces de gauche, paralysé les mouvements sociaux. Ces travaux, tels ceux de Keith Dixon¹ ou de Serge Halimi², ont fait une grande place au travail efficace des *think tanks*. Ils ont surtout montré comment le monde politique et intellectuel anglo-américain a été progressivement submergé par cette grande vague néolibérale. Il manquait à cet ensemble un travail consacré spécifiquement à la France. C'est chose faite avec l'ouvrage historique de François Denord, qui constitue une mine impressionnante de faits et de références jusque-là laissés dans l'ombre. François Denord montre avec force et précision que cette « *idéologie politique* », née dans l'entre-deux-guerres, n'a pas disparu alors même que triomphaient le keynésianisme, le planisme à la française et le dirigisme gaullien. Elle continuait discrètement son élaboration, elle unissait des groupes épars de patrons et d'universitaires, elle sourdait ici ou là dans des revues, des rapports, des commissions officielles. Loin d'avoir disparu, le libéralisme économique français a constitué un courant permanent et influent depuis la Libération jusqu'à sa consécration officielle, marquée par la prise de fonction présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, suivie de près par celle de Raymond Barre en tant que Premier ministre.

François Denord montre ainsi comment à partir des années 1930 s'est constituée une tradition militante à travers l'activité éditoriale et l'influence politique de petits cercles d'intellectuels et de patrons, réunis en particulier autour des Éditions de la Librairie de Médicis. Il décrit dans le détail l'activité de tous ces foyers et réseaux qui, après-guerre et jusqu'à nos jours, ont milité pour « *le libre*

¹ Keith Dixon, *Les Évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néolibéralisme*, Paris, Raison d'agir, 1998.

² Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde*, Paris, Fayard, 2004.

marché » et la défense des « *valeurs de l'entreprise* », et ont soutenu, comme l'Institut de l'entreprise à partir de 1975, les apologies les plus radicales de l'ultralibéralisme américain. Il apparaît ainsi clairement que le travail pour imposer un nouveau « *sens commun* » remonte à loin et que les campagnes d'opinion du Medef, des partis de droite et de la presque totalité des médias reproduisent aujourd'hui en grand ce qui s'est fait hier en plus modeste.

La démonstration de François Denord impose de revoir l'histoire idéologique et politique française sous un nouveau jour et de considérer toutes les hybridations, même les plus étranges, qui l'ont marquée : s'est-on suffisamment interrogé sur les relations de confiance entre le général de Gaulle et Jacques Rueff³ ? Quel a été le sens du plan Pinay-Rueff ou bien du fameux comité Armand-Rueff installé par de Gaulle et chargé de lever les obstacles à « *l'expansion économique* » ? Mais, surtout, au regard des développements historiques ultérieurs, quel était précisément le dessein de ceux qui ont si ardemment souhaité la construction d'un marché commun européen ?

Le néolibéralisme versant français

Il y a bien, donc, un renouveau libéral proprement français, dont les origines remontent à plusieurs décennies. Son succès n'est pas venu de l'étranger, ce n'est pas un simple produit d'importation. Il ne faut pas se tromper sur le propos du livre de François Denord, en dépit de l'ambiguïté de son titre (« néolibéralisme version française »). Ce courant idéologique n'est pas l'adaptation d'une *version* originale anglo-américaine. C'est là une vulgate trop répandue, qui fait du néolibéralisme, et peut-être du libéralisme tout court, une invention anglo-saxonne étrangère au génie français et catholique. Vieille histoire aux relents contre-révolutionnaires. L'ouvrage de François Denord donnerait plutôt à voir le *versant* français de l'histoire du néolibéralisme – ce qui n'est pas la même chose.

Il a eu ses auteurs, qui ne sont pas négligeables, comme Louis Rougier, l'unique membre français du Cercle de Vienne. Il a eu son « *moment fondateur* », le colloque Walter Lippmann, tenu à Paris à la fin d'août 1938, qui a donné naissance à l'éphémère Centre international d'études pour la rénovation du libéralisme (CIRL), préfiguration de ce que deviendra après 1947 la Société du Mont-Pèlerin sous l'égide de F. Hayek et de W. Röpke. Sur tous ces points, l'érudition de François Denord complète parfaitement les renseignements fournis par Michel Foucault qui, dans ses cours du Collège de France, a mis en relief pour la première fois l'existence de ce courant néolibéral français.

Néolibéralisme version française, on l'a dit, est précieux par le travail historique d'exhumation qu'il accomplit, mais il pose, presque malgré lui, un problème redoutable quant à la nature de son objet et à la manière de l'appréhender. Reprenant à Michel Foucault sa rigoureuse définition du néolibéralisme comme nouvel art de gouverner des sujets considérés comme des calculateurs intéressés, il tend

³ Jacques Rueff, haut fonctionnaire et économiste libéral français. Après le retour du Général de Gaulle au pouvoir en 1958, il présida un comité d'experts chargé d'étudier la façon d'assainir les finances publiques, qui aboutit au « plan Rueff », mis en œuvre par le ministre des Finances Antoine Pinay.

pourtant à confondre les positions néolibérales et la vulgate laisser-fairiste la plus banale. Il importe en effet de bien saisir ce qu'il y a de « néo » dans le néolibéralisme, du moins si l'on est soucieux de ne pas tomber dans les errements de trop nombreux « antilibéraux » qui semblent croire qu'il n'y a rien de vraiment nouveau à l'Ouest depuis Adam Smith. C'est là sans doute l'une des causes du grand désarroi intellectuel d'une gauche fondamentalement désarmée sur le plan théorique.

Sauf à en multiplier les variantes (« social », « conservateur », « gestionnaire », etc.), sauf à le concevoir comme une économie mixte panachant une dose de gestion administrée de l'économie avec une dose de liberté économique, il convient de tenir le plus grand compte de l'originalité du néolibéralisme au regard de l'idéologie du laisser-faire : le premier ne repose pas sur une ontologie des lois « naturelles » du marché, il vise bien plutôt à *construire* un ordre de marché par un interventionnisme d'une nouvelle sorte. Si l'on veut bien croire que le néolibéralisme a participé au chœur des « *évangélistes du marché* », il n'en a pas moins toujours conservé sa propre partition doctrinale. Si cette identité échappe trop vite à l'historien, c'est sans doute que les outils qu'il manie ne lui permettent pas de tenir ce point jusqu'au bout. François Denord tient que « *la mise en contexte de luttes politiques et d'individus [...] permet de saisir ce que le néolibéralisme recèle de nouveau* » (p. 4). Voilà qui, d'un point de vue méthodologique, a de quoi susciter un certain scepticisme. En l'espèce, l'analyse par les positions relatives occupées dans des champs, qu'il emprunte à la sociologie de Pierre Bourdieu, conduit plutôt à obscurcir la nature de la doctrine néolibérale qu'à l'éclairer. Une approche généalogique aurait sans doute été plus propre à mettre évidence ce qui en elle est vraiment « néo ». Il s'agit en effet de savoir qu'en son commencement, les principaux théoriciens du néolibéralisme entendent marquer une rupture avec les illusions du laisser-faire des « derniers libéraux » en assumant le caractère juridiquement et politiquement construit de l'ordre de marché.

C'est précisément le travail qu'avait entrepris de faire Michel Foucault et dont témoigne le recueil magistral de ses cours de l'année 1978-1979, intitulé *Naissance de la biopolitique*⁴. Ce cours est à l'origine du développement dans de nombreux pays d'un courant de recherches qui portent sur la « gouvernementalité », concept que Foucault considérait comme central pour comprendre les nouvelles façons de gouverner les hommes. Le néolibéralisme, qui trouve ses racines lointaines dans les problématiques benthamiennes du contrôle et du calcul, est avant tout une réflexion sur les techniques de gouvernement à employer lorsque le sujet de référence est constitué comme cet être maximisateur de son utilité. Le projet politique néolibéral dépasse de très loin le seul cadre de la politique économique. Elle ne se réduit pas à la réactivation du vieux libéralisme économique, encore moins à un retrait de l'État ou à une diminution de son interventionnisme. Elle est conduite

⁴ Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Le Seuil, 2004.

par une logique normative qui concerne tous les champs de l'action publique et tous les domaines de la vie sociale et individuelle. Fondée sur l'anthropologie totale de l'homme économique, elle met en œuvre des ressorts sociaux et subjectifs spécifiques, la concurrence, la « responsabilité », l'esprit d'entreprise, et vise à produire un sujet nouveau, l'homme néolibéral. Il s'agit en somme de produire un certain type d'homme qui serait apte à se laisser gouverner par son propre intérêt. L'objet du pouvoir n'est donc pas donné, il se réalise dans les dispositifs que le gouvernement crée, entretient, stimule.

Dé-démocratisation et art de gouvernement néolibéral

C'est à partir de cette analyse foucauldienne que la politologue américaine Wendy Brown établit un diagnostic décapant de la crise de la démocratie dans les pays occidentaux, ou plus exactement du processus de *dé-démocratisation* dans lequel ces pays sont engagés, à commencer par les États-Unis. Dans son essai « Le néolibéralisme et la fin de la démocratie », qui constitue la première partie des *Habits neufs de la politique mondiale*, Wendy Brown rappelle que les politiques néolibérales « actives » visent le gouvernement d'un sujet « *calculateur* », « *responsable* », « *entrepreneur de sa vie* », qui applique une rationalité économique universelle dans tous les domaines de l'existence et dans toutes les sphères : la santé, l'éducation, la justice, la politique. La définition qu'elle en donne a le mérite de la clarté : « *Le néolibéralisme est un projet constructiviste : pour lui, la stricte application de la rationalité économique à tous les domaines de la société n'est pas une donnée ontologique ; il œuvre donc [...] au développement de cette rationalité.* » (p. 51) La rationalité néolibérale ne se définit pas d'abord par la pression du monde économique sur la sphère privée, ni même par l'intrusion des intérêts marchands dans le secteur public. Elle ne se réduit pas à la mise en œuvre systématique d'une politique toujours favorable aux plus riches qui détruit les institutions et les dispositifs de solidarité et de redistribution instaurés au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ces aspects sont loin d'être négligeables, mais ils sont subordonnés à une visée plus fondamentale. La politique néolibérale entend mettre en œuvre une universalisation pratique du raisonnement économique, avec pour référence normative le sujet rationnel calculateur.

C'est pourquoi on ne peut faire du néolibéralisme la simple continuité du libéralisme d'Adam Smith. Il ne s'agit pas seulement de faire une place plus grande à un marché supposé naturel en réduisant l'espace occupé par l'État et régi par des artifices légaux ; il s'agit de produire activement une réalité institutionnelle et des rapports sociaux entièrement ordonnés selon les principes du calcul économique de type marchand.

On pourrait évidemment arguer du fait que le néolibéralisme n'est pas fait d'une pièce et que certains des courants de pensée que l'on range sous cette appellation sont farouchement ennemis de toute intervention étatique quelle qu'elle soit. Michel Foucault n'ignorait pas cette pluralité

théorique. Il avait d'ailleurs commencé à établir une première cartographie des courants, distinguant deux grands pôles : l'ordolibéralisme allemand et l'École de Chicago. Michel Foucault considère ce « *retour au libéralisme* » non pas comme une simple résurgence des croyances dans le naturalisme marchand, ni même comme une idéologie qui aurait influencé les responsables politiques, mais comme une pratique nouvelle de gouvernement qui cherche à s'appuyer en toutes circonstances sur la recherche de l'intérêt personnel et le calcul maximisateur.

C'est ce point de départ foucauldien qui donne son originalité à la réflexion de Wendy Brown, comme le souligne la précieuse préface de Laurent Jeanpierre. Elle entend montrer que ce projet politique supplante la normativité politique et morale jusqu'alors dominante dans « *les démocraties libérales* », qu'il opère un travail considérable de destruction des formes normatives qui l'ont précédé. Il signe la mort du sujet démocratique qui constituait la référence idéale de la démocratie libérale. Disparaît peu à peu la figure du citoyen qui, avec d'autres citoyens égaux en droit, affirmait une certaine volonté commune, déterminait des choix collectifs par le vote, définissait un bien public, remplacé par le sujet individuel, calculateur, consommateur et entrepreneur, qui poursuit des finalités exclusivement privées dans le cadre de règles générales organisant la compétition entre tous les individus.

La tension qui existait entre le marchand et le citoyen, entre l'intérêt économique et la bienveillance pour autrui, tend à s'effacer. La figure de l'homme se réunifie dans la construction du sujet économique, invité désormais à se penser comme une entreprise à l'affût des opportunités de profit dans un contexte de concurrence totale et permanente. La vie politique et la morale, le lien éducatif, les rapports quotidiens, la conception même que l'individu se fait de lui-même sont profondément affectés par cette généralisation de la forme entrepreneuriale. Les critères d'efficacité et de rentabilité, les techniques d'évaluation, s'imposent partout comme autant d'évidences indiscutables. Le sujet moral et politique se réduit à un calculateur enjoint de *choisir* en fonction de son intérêt propre. La pratique politique, telle qu'on peut l'observer aux États-Unis et, de plus en plus, en Europe, illustre cette mutation : le « citoyen » est invité à se prononcer comme s'il n'était qu'un consommateur qui n'entend pas donner plus qu'il ne reçoit, qui « en veut pour son argent ».

À suivre Wendy Brown, les conséquences de cette mutation sont redoutables. Il en va des libertés individuelles et collectives que les démocraties libérales garantissaient au moins minimalement par la division des différents pouvoirs et la pluralité des principes qui les régissaient. Le néolibéralisme apparaît ainsi comme une stratégie d'intégration qui, subordonnant tout à la seule raison économique, empêche de faire jouer les différences de principes et de légitimités comme des facteurs de limitation du pouvoir. Le néolibéralisme, comme l'explique Wendy Brown, « *fait passer les rationalités et les juridictions morales, économiques et politiques de l'indépendance relative dont elles jouissaient dans les systèmes de démocratie libérale, à leur intégration discursive et pratique. La gouvernementalité*

néolibérale mine l'autonomie relative de certaines institutions (la loi, les élections, la police, la sphère publique) les unes par rapport aux autres, et l'autonomie de chacune d'entre elles par rapport au marché. Or c'est grâce à cette indépendance qu'ont été jusqu'à présent préservés un intervalle et une tension entre l'économie politique capitaliste et le système politique démocrate libéral » (p. 59-60).

On dira que la chose n'est pas si nouvelle. Comme Foucault l'avait bien vu, ce gouvernement des conduites par les intérêts avait été anticipé par Jeremy Bentham à la fin du XVIII^e siècle. Néanmoins, cette intégration de toutes les sphères politiques et sociales dans et par la logique de l'intérêt ne s'est pas réalisée avant la fin du XX^e siècle. Entre temps, la démocratie libérale est restée un monde clivé entre intérêt individuel et intérêt général, entre vie terrestre et vie céleste, entre monde profane de la société civile et monde sacré de la bureaucratie d'État.

Marx faisait de ce clivage le fondement de sa critique dans certains de ses textes les plus fameux, en particulier *Sur la question juive*, qui soulignait le caractère mystificateur et formel de la prétention de l'État à représenter l'universel. Mais ce « mensonge » n'était pas sans effet sur les libertés politiques et sur les ressorts de l'opposition au capitalisme. Or, à tirer un trait d'égalité entre le libéralisme d'antan et le néolibéralisme d'aujourd'hui, on reproduit cette même erreur. Ce « mensonge », à certains égards bien « réel », permettait en effet *aussi* de préserver la vitalité et la légitimité de critères moraux et politiques distincts de la pure logique de l'intérêt individuel. Cette phase est désormais révolue. L'époque néolibérale se définit précisément par la dissolution de cette opposition. Comme le montre le « cauchemar américain », pour reprendre le titre du second essai de Wendy Brown, tout est devenu matière à « business », la protection sociale comme la guerre. Les critères moraux eux-mêmes, qui séparaient la vertu du vice, la conduite droite du délit, sont dévalués ; toute décision et même toute loi sont devenues tactiques, opératoires, soumises à une règle d'efficacité immédiate dans un jeu de rapports de force et de maximisation de résultats.

La démocratie ne peut y survivre : elle contient des éléments trop « coûteux » du point de vue des nouvelles normes politiques et économiques. Liberté d'expression, éducation humaniste, solidarité sociale, fonction publique dévouée à un idéal d'intérêt général, tout se désintègre lentement dans un calcul coûts-bénéfices. En ce sens, le néolibéralisme présente une double face, source d'un vaste brouillage : c'est un projet hautement politique qui conduit à dépolitiser les rapports sociaux en les rabattant systématiquement sur la seule logique du calcul privé. Marx avait lui-même anticipé la possibilité de cette dissolution de tous les critères moraux et politiques dans les « *eaux glacées du calcul égoïste* ».

Si l'efficacité doit tout saturer, il n'y a pas de place pour tout le monde, et tout est permis. La moralité en politique, dans la vie professionnelle comme dans la vie ordinaire, s'efface devant le règne du cynisme généralisé, de la manipulation perverse, de l'opportunisme et du narcissisme. Wendy Brown montre combien le mensonge irakien de Bush et de Blair s'inscrit bien dans « l'air du temps » :

seul le but que l'on s'est fixé importe. Les nouvelles générations de politiciens de droite et de gauche, en Europe et en France notamment, en sont la plus parfaite illustration. C'est sans doute là ce qu'il y a de plus important à retenir : le néolibéralisme modifie les critères qui fondent le jugement. Plus qu'une nouvelle politique économique, c'est une nouvelle normativité politique et morale qui s'impose : une normativité politique et morale apolitique et amoral.

Le néolibéralisme redistribue peu à peu les positionnements politiques, à droite comme à gauche. Le processus de *dé-démocratisation* qu'il entraîne dépasse la volonté d'un Friedrich Hayek d'interdire les politiques sociales et redistributives. Hayek, tout à sa croisade antisocialiste, n'a tout simplement pas vu que la promotion exclusive des finalités privées au détriment de tout but commun allait remettre en cause la démocratie au sens le plus étroitement « libéral » du terme. De ce point de vue, le néolibéralisme ne peut que troubler les « vieux » libéraux attachés aux libertés civiles et politiques. Ce dépérissement de la démocratie libérale conditionne également toute la gauche politique. La critique sociale et politique en est déstabilisée. Elle doit non seulement faire son deuil du socialisme tel qu'il a été imaginé, mais aussi des formes politiques et morales du libéralisme ancien. Quand elle ne se soumet pas avec résignation à la nouvelle rationalité, résignation qui est pour elle la pente la plus forte, elle doit mener la défense des anciennes institutions de la démocratie libérale (défense de « l'intérêt général », des libertés individuelles et politiques, de la laïcité) dont elle a longtemps souligné le caractère incomplet, inégalitaire, hypocrite. Il lui faudrait définir un contre-projet fondé sur une autre rationalité morale et politique, donc sur une autre idée de l'humain, ce dont elle s'est avérée jusqu'à présent incapable.

Néolibéralisme et néoconservatisme

De ce point de vue, l'analyse des rapports entre néolibéralisme et néoconservatisme apparaît essentielle pour le redéploiement d'une critique de gauche. L'une et l'autre de ces rationalités politiques doivent être pensées ensemble, ainsi que le rappelle Wendy Brown. On pourrait croire que, si la droite occupe presque tout le terrain idéologique, cela tient à la capacité qu'elle a de se dédoubler, de jouer en quelque sorte double jeu. En réaction à la dissolution du sujet moral et politique dans la logique entrepreneuriale et consumériste, le néoconservatisme constituerait une nouvelle forme politique qui entend réinjecter de la morale et de l'autorité, selon des canons normatifs d'ancienne facture, et répondre ainsi aux attentes de sécurisation de la population, en particulier des classes populaires victimes de l'effondrement des liens collectifs et de l'érosion des mécanismes de solidarité. La droite ferait une politique de riches tout en consolant les pauvres par une rhétorique « vertueuse » et « patriotique », et en les rassurant par un volontarisme autoritaire sur le mode de la « tolérance zéro » envers le crime et la déviance. Selon cette ligne d'analyse, on pourrait penser que ce « cauchemar

américain » a désormais gagné le monde entier, l'élection en France de Nicolas Sarkozy illustrant à merveille cette double logique terriblement efficace du pompier pyromane.

Les choses, selon Wendy Brown, ne sont sans doute pas si simples. Elle entend souligner l'hétérogénéité du néolibéralisme et plus encore du néoconservatisme, et, surtout, leur incompatibilité au moins partielle. Les tensions entre le pôle du « devoir moral » et le pôle du « libre choix » ne sont pas négligeables, et maints « moralistes » conservateurs s'effraient de l'extension du règne du consumérisme et des ruptures de plus en plus massives des liens sociaux engendrées par le capitalisme débridé. Les représentations du monde que projettent le néolibéralisme et le néoconservatisme ne sont pas non plus en parfaite harmonie, écartelées entre la défense des identités nationales et la construction d'un ordre marchand planétaire.

Il n'empêche que des zones d'accord et des continuités existent et qu'elles l'emportent sur les tensions. La morale, plus ou moins teintée, selon les cas, de religion, de tradition et de nationalisme, prend l'allure d'une manipulation cynique des citoyens-clients qui s'accorde bien avec la gestion de type managérial de l'opinion. Il n'est pas un fait du passé ou du présent, aussi sacré soit-il, et surtout s'il est sacré, qui ne puisse être instrumentalisé à des fins de domination. La guerre, qu'elle ait eu lieu, qu'elle soit en cours ou qu'elle soit programmée, redevient un levier d'agrégation et de mobilisation des individus dispersés. La discipline sociale de la « valeur-travail » et le gouvernement fort sont des composantes essentielles du néolibéralisme comme mode de gouvernement des individus. C'est ici sans doute qu'apparaît toute la fécondité de l'approche foucauldienne : une possible zone de concordance entre néolibéralisme et néoconservatisme trouve sa raison dans une commune référence à « *l'individu responsable de lui-même* », qui se doit de réussir sans rien attendre des autres. C'est au nom de cette « responsabilisation » des conduites, de cette « privatisation » des problèmes sociaux que les dirigeants occidentaux entreprennent de démanteler les systèmes de retraite, d'éducation publique et de santé en prenant pour modèle, d'un côté, « *l'individu entrepreneur de soi* » et, de l'autre, le bon père de famille travailleur, courageux et prévoyant. C'est pourquoi Wendy Brown préfère à la thèse de la duplicité fonctionnaliste celle de l'articulation problématique du néolibéralisme et du néoconservatisme. Le nouveau sujet néolibéral n'est plus attaché aux valeurs et pratiques de la démocratie libérale, il a abandonné son statut de citoyen, il « *est moins récalcitrant par rapport à son propre assujettissement, tout en participant davantage à sa propre subordination* » (p. 114). L'actuelle *dé-démocratisation* que parachèvent les politiciens de la droite « décomplexée » a été préparée par le néolibéralisme tel qu'il a été mis en œuvre aussi bien par la droite que par la gauche depuis près de trente ans, et ceci du fait de la profonde dévalorisation des principes démocratiques qu'a engendrée cet *étatisme entrepreneurial*. L'essai de Wendy Brown ne prétend pas épuiser la question compliquée des points de jonction entre les deux formes politiques. Il n'en dessine pas moins un programme de réflexion qui pourrait dépasser le contexte américain, à condition toutefois de respecter les spécificités nationales. S'il est un « néoconservatisme à

la française » en train de poindre, il emprunte moins à la Bible qu'à une rhétorique de la France éternelle, unanime et civilisatrice.

Reste à se demander, comme le fait Wendy Brown à la fin de son essai, quel type de politique de gauche, quel renouveau démocratique pourrait bien être opposé à ce processus général de décomposition des formes morales et politiques afin de nous sortir du cauchemar dans lequel nous sommes plongés : « *Sommes-nous réellement des démocrates – croyons-nous encore au pouvoir du peuple et le voulons-nous véritablement ?* », se demande-t-elle (p. 129). Cette question, qui porte sur l'existence ou l'inexistence d'un *désir démocratique*, renvoie au type de sujet que nous sommes devenus. En ce sens, le cauchemar, c'est peut-être le nôtre, celui dont nous devons nous réveiller.

Wendy Brown

Professeure de sciences politiques à l'université de Berkeley, ses travaux actuels portent sur les liens entre souveraineté politique et capitalisme, alliés aux pouvoirs transnationaux relatifs à la religion, au droit et à la culture. Elle est notamment l'auteure de *Edgework: Critical Essays in Knowledge and Politics*, et de *Regulating Aversion: Tolerance in the Age of Identity and Empire*.

François Denord

Chargé de recherche au CNRS, il est spécialisé dans la sociologie historique et la sociologie économique. Il a publié de nombreux articles, notamment dans *Actes de la recherche en sciences sociales* et *Mouvements*.

▪